



TEXTE DU PROJET

N° de projet : 91/2022-1

17 octobre 2022

Compensation financière de la hausse des coûts énergétiques dans les maisons de retraite

Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés et centres de jour psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Informations techniques :

N° du projet :	91/2022
Remise de l'avis :	meilleurs délais
Ministère compétent :	Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région
Commission :	"Affaires sociales, sécurité et santé au travail et environnement"

Projet de loi autorisant l'Etat à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés et centres de jour psychogériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

Texte du projet de loi

Art. 1^{er}. (1) Pour la période du 1^{er} octobre 2022 au 31 décembre 2023, l'Etat est autorisé à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité supporté par les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés et centres de jour psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (ci-après « structure agréée »).

(2) Sont éligibles les surcoûts pour l'achat de produits énergétiques et d'électricité, à savoir le gaz de canalisation, le gaz comprimé, les copeaux et granulés de bois, le gasoil de chauffage, la chaleur et l'électricité.

(3) Par produit énergétique et d'électricité ainsi que par structure agréée, la participation au financement est égale à la différence des coûts unitaires moyens supportés par les structures agréées pendant la période de référence, s'étendant du 1^{er} janvier 2019 au 31 juin 2022, et les coûts unitaires facturés pendant la période éligible, s'étendant du 1^{er} octobre 2022 au 31 décembre 2023. La quantité de produits énergétiques et d'électricité éligible par mois pour une participation au financement ne peut pas dépasser la moyenne mensuelle des unités d'énergie facturées pendant la période de référence précitée.

Art. 2. (1) La personne physique ou morale qui est chargée de la gestion de la structure agréée soumet une demande de participation au financement au ministre ayant la Famille dans ses attributions :

- 1° au plus tard le 31 janvier 2023 pour les mois d'octobre, de novembre et de décembre 2022 ;
- 2° au plus tard le 31 juillet 2023 pour les mois de janvier à juin 2023 ;
- 3° au plus tard le 31 janvier 2024 pour les mois de juillet à décembre 2023.

(2) La demande contient:

- 1° la dénomination de la structure agréée, le numéro d'agrément ainsi qu'un relevé d'identité bancaire ;
- 2° pour la période de référence et par produit énergétique et d'électricité, les relevés des comptes comptables ;
- 3° pour la période de référence et par produit énergétique et d'électricité, les quantités achetées sur base de factures, décomptes ou autres preuves d'achat ;
- 4° pour la période éligible et par produit énergétique et d'électricité, les factures, décomptes ou autres preuves d'achat ;
- 5° pour la période éligible et par produit énergétique et d'électricité, les quantités achetées sur base de factures, décomptes ou autres preuves d'achat ;
- 6° un relevé des prix d'hébergement ou prix journaliers facturés aux résidents ou usagers applicables au mois de septembre 2022 ainsi qu'un relevé des prix applicables au moment de la demande.

Art. 3. Aucune participation au financement du surcoût de l'énergie n'est due si la personne physique ou morale chargée de la gestion de la structure agréée augmente les prix d'hébergement ou prix journaliers au cours de la période éligible par rapport aux prix facturés aux résidents et usagers le mois de septembre 2022. Ne sont pas visées par cette disposition les adaptations des prix à l'évolution de l'échelle mobile des salaires.

Exposé des motifs

Le projet de loi a pour objet de mettre en œuvre le point 5 de l'accord tripartite du 28 septembre 2022 qui prévoit une participation de l'Etat au financement de la hausse des frais d'énergie des structures d'hébergement et des Centres de jour psycho-gériatriques. En effet, ce point dispose que « à partir du 1^{er} octobre 2022 et pendant toute la durée de validité de l'accord tripartite, l'Etat participera par une contribution au financement de la hausse des frais d'énergie des CIPA, maisons de soins, logements encadrés et centres de jour psycho-gériatriques. La contribution sera calculée sur base d'une déclaration des coûts réels du dernier trimestre 2022 et de l'année 2023 par rapport à la consommation moyenne par structure au cours de la période de référence 2019 - juin 2022.

En contrepartie, tous les prestataires visés par le présent accord s'engagent à n'appliquer aucune hausse des prix de pension pendant la durée de validité de l'accord tripartite à l'exception d'une éventuelle adaptation des tarifs à l'indice du coût de la vie. »

En effet, comme les structures visées par le projet de loi ne tombent pas dans le champ d'application des autres mesures de l'accord tripartite visant les ménages privés et les entreprises, le Gouvernement, par le biais de ce projet de loi, entend soutenir les résidents et usagers des structures agréées précitées en veillant à ce que la hausse des prix des produits énergétiques et d'électricité ne soit pas répercutée sur les prix d'hébergement des CIPA, maisons de soins et logements encadrés ou les prix journaliers appliqués dans les CPG.

Commentaire des articles

Ad article 1^{er}

L'article 1^{er}, paragraphe 1^{er} définit la période pendant laquelle l'Etat est autorisé à participer au financement du surcoût des produits énergétiques et d'électricité. Par ailleurs, sont clairement indiquées les structures visées par cette mesure, à savoir les centres intégrés pour personnes âgées, maisons de soins, logements encadrés et centres de jour psycho-gériatriques agréés en vertu de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Le paragraphe 2 définit les produits énergétiques et d'électricité éligibles.

Le paragraphe 3 détermine le mode de calcul de la participation financière en définissant une période de référence s'étendant du 1^{er} janvier 2019 au 31 juin 2022 ainsi qu'une période éligible s'étendant selon l'accord tripartite du 1^{er} octobre 2022 au 31 décembre 2023.

Par structure agréée et par produit énergétique et d'électricité, la différence des coûts unitaires définit la participation financière due à chaque structure agréée. Pour ce faire, il s'agit d'abord de calculer par structure agréée un coût unitaire moyen par produit pendant la période de référence. Ensuite, ce coût unitaire moyen est comparé aux coûts réels constatés pendant la période éligible.

La dernière phrase du paragraphe 3 limite la participation financière en ce sens que la quantité de produits énergétiques et d'électricité pouvant bénéficier d'une participation de l'Etat ne peut pas dépasser la quantité moyenne constatée pendant la période de référence. A titre d'exemple, si une structure agréée a payé des factures pour 42.000 litres de gasoil de chauffage sur les 42 mois de la période de référence, c'est-à-dire une moyenne de 1.000 litres par mois, elle ne pourra bénéficier d'une participation que pour une quantité inférieure ou égale à cette moyenne, à savoir 1.000 litres par mois.

Ad article 2

L'article 2 définit les modalités de la demande. Il est prévu que le ministre mettra un formulaire de demande uniforme à la disposition des organismes gestionnaires.

Ad article 3

Conformément à l'accord tripartite, l'article 3 précise qu'une structure agréée bénéficiant d'une participation financière ne peut en contrepartie pas augmenter les prix à supporter par les résidents ou les usagers des structures agréées au cours de la période éligible par rapport aux prix facturés aux résidents et usagers le mois avant le 1^{er} octobre 2022. Ne sont pas visées les adaptations des prix à l'évolution de l'échelle mobile des salaires.

En pratique, les structures agréées devront indiquer dans le cadre de leurs demandes de participation financière les prix supportés par les résidents et les usagers le mois de septembre 2022 et les prix appliqués au moment de la demande, afin que le ministre puisse contrôler si cette condition prévue à l'accord tripartite est remplie.

Fiche financière

Le point 5 de l'accord tripartite du 28 septembre 2022 dispose que « à partir du 1^{er} octobre 2022 et pendant toute la durée de validité de l'accord tripartite, l'Etat participera par une contribution au financement de la hausse des frais d'énergie des CIPA, maisons de soins, logements encadrés et centres de jour psycho-gériatriques. La contribution sera calculée sur base d'une déclaration des coûts réels du dernier trimestre 2022 et de l'année 2023 par rapport à la consommation moyenne par structure au cours de la période de référence 2019- juin 2022. »

Tout d'abord, il importe de préciser qu'une estimation réaliste des crédits nécessités pour le financement de cette mesure est difficilement réalisable étant donné qu'il est impossible de prévoir comment les prix énergétiques et d'électricité évolueront au cours des prochains mois.

En observant l'évolution actuelle des prix, il y a lieu de constater que certains coûts énergétiques, tels que le gaz ou le gasoil de chauffage, ont subi une augmentation de plus de 100% par rapport à l'année 2020. Une analyse sommaire de l'évolution des coûts supplémentaires à supporter par les services agréés pour personnes âgées, qui a été menée sur base des chiffres de 13 structures agréées pour personnes âgées, a permis d'estimer le surcoût journalier relatif aux frais énergétiques (gaz, électricité, gasoil, etc.) à en moyenne environ 1,34€ par lit/chaise par rapport aux années précédentes.

Dans l'hypothèse d'une hausse de 60% des prix de l'énergie et de l'électricité, on parvient à un taux journalier de 2,14€ par lit/chaise pour le calcul du budget nécessaire au financement de cette mesure.

En multipliant ce tarif journalier par le nombre de jours compris dans la période pour laquelle la mesure a été accordée ainsi que le nombre de lits et de chaises au sein des services agréés concernés, on arrive à un surcoût global estimé de 7.910.000 euros pour la période du 1^{er} octobre 2022 au 31 décembre 2023.

Surcoût journalier estimé par lit/chaise	2,14 euros
x Nombre de places au sein des services agréés	x (7.374 lits + 714 chaises)
x Nombre de jours entre le 1.10.22-31.12.23	x (31 + 30 + 31 + 365)
Budget nécessité	7.910.000€ euros